

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 1184^e
SÉANCE

Mercredi 9 octobre 1968,
à 15 h 40



NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Déclarations générales (suite)	
Point 37 de l'ordre du jour:	
Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)	1
Point 12 de l'ordre du jour:	
Rapport du Conseil économique et social (chapitres I à IX, X (section B), XII, XIII (sections C à E et H à J) et XVI (sections A et B))	2

Président: M. Richard M. AKWEI (Ghana).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

et

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite) [A/7203, chap. III; A/7251, E/4496, E/AC.54/L.25, E/AC.54/L.28, E/AC.54/L.29/Rev.1, E/AC.54/L.30, E/AC.54/L.31, TD/B/186/Rev.1]

1. M. CONSOLO (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) annonce que la Banque coopérera sans réserve aux consultations entreprises dans le cadre des Nations Unies en vue de définir un ensemble réaliste d'objectifs et une stratégie pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

2. A l'heure actuelle, la Banque étudie attentivement le questionnaire que lui a envoyé le Secrétaire général, à qui il fera tenir très prochainement une réponse détaillée.

3. Comme l'a déclaré le Président de la BIRD lors des réunions communes du Comité administratif de coordination (CAC) et du Comité du programme et de la coordination, tenues à Bucarest en juillet 1968, les projections préliminaires de la Banque indiquent une expansion très sensible de ses activités dans presque tous les domaines, en particulier dans le domaine du financement de l'agriculture et de l'enseignement. Dans l'hypothèse qu'elle pourra étoffer ses ressources en faisant appel aux marchés financiers mondiaux et que les ressources de l'Association internationale de développement (AID) seront reconstituées d'une manière satisfaisante, la Banque étendra ses activités dans toutes les régions géographiques, particulièrement en Afrique.

4. La Banque envisage d'aider les pays en voie de développement à établir un ensemble cohérent d'ob-

jectifs et un plan d'opération réaliste pour réaliser ces objectifs. Des stratégies nationales de développement sont indispensables pour qu'une coordination vraiment efficace puisse s'établir entre les divers organismes des Nations Unies, et la Banque appuie sans réserve les efforts visant à élaborer de telles stratégies nationales, compatibles avec une stratégie globale réaliste.

5. M. GALLARDO MORENO (Mexique) se félicite de l'exposé fait par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à la 1180^{ème} séance (A/C.2/L.1002) qui, à n'en pas douter, fournit une base constructive pour les travaux de la Commission. Tout aussi intéressante a été la déclaration du représentant de l'UNESCO (1183^{ème} séance), particulièrement à une époque où, ainsi que le Président du Mexique l'a indiqué récemment, il est urgent de procéder à une réforme mondiale dans le domaine de la science et de la technique, en modernisant l'enseignement.

6. Devant l'ampleur des tâches qui l'attendent en cette vingt-troisième session de l'Assemblée générale, l'Organisation des Nations Unies doit pouvoir compter sur la coopération de ses Membres et des institutions qui lui sont rattachées. La Décennie des années 1960 se termine dans un climat de déception générale. Tout aussi générale est la conviction que le secret de la paix réside dans des formules propres à satisfaire les aspirations élémentaires des collectivités que l'on n'a pas suffisamment fait participer aux progrès de la technique contemporaine. C'est dans le cadre de la stratégie globale de la prochaine Décennie qu'il faudra élaborer ces formules, qui, de l'avis de la délégation mexicaine, doivent viser les objectifs suivants: accroissement de la productivité et amélioration des conditions sociales — ce qui suppose des transferts de ressources et de techniques des pays développés vers les pays en voie de développement; ouverture et élargissement des marchés dans des conditions de stabilité raisonnable des prix pour les produits des pays en voie de développement; et — au risque de verser tant soit peu dans l'utopie — institution d'un système de sécurité sociale au niveau mondial.

7. Le Mexique se félicite de ce que l'éducation soit maintenant reconnue par la BIRD comme constituant la base du développement.

8. Dans les travaux préparatoires pour la deuxième Décennie, il est inutile de répéter les arguments connus, étant donné que les résolutions votées ne donnent pas nécessairement les résultats escomptés. Il s'agit plutôt d'établir un dialogue qui aboutira aux grandes décisions politiques qu'exige le développement et sans lesquelles la deuxième Décennie risque

de ne pas dépasser le stade des bonnes intentions. Il s'impose, à cette fin, de mobiliser un courant considérable de ressources financières internationales, ce qui n'est guère facile étant donné les difficultés de balance de paiements et les exigences sociales que connaissent les pays développés. Cependant, il s'agit là d'un problème entre les économies riches et non entre celles-ci et le reste du monde. A l'heure actuelle, pratiquement tous les capitaux réintègrent rapidement les pays riches, sous forme de paiements des produits qui y ont été achetés par les pays en voie de développement. On pourrait encore augmenter le volume de l'aide en réduisant les gigantesques dépenses militaires.

9. Le Mexique se félicite de ce que la BIRD ait créé une commission (la Commission Pearson) en vue de tirer les enseignements de la première Décennie des Nations Unies pour le développement et de déterminer les mesures à prendre pour accroître le bien-être économique de l'immense majorité de l'humanité. Cette commission tiendra certainement compte du phénomène de la décapitalisation, étant donné qu'en 1966 les paiements effectués au titre des intérêts et de l'amortissement du capital ont atteint, dans un grand nombre de pays en voie de développement, 45 p. 100 des prêts bilatéraux reçus. Si l'on maintient les modalités et les conditions actuelles d'octroi des prêts, le solde net de l'aide sera nul en 1970. Cette éventualité est déjà imminente en Amérique latine. Aussi est-il très urgent que l'on reconstitue les fonds de l'AID. La délégation mexicaine se félicite de ce que, à la lumière de l'étude qu'elle a préparée en vue de formuler un plan de développement, la Banque ait constaté qu'elle devrait, entre 1968 et 1973, doubler le montant des capitaux qu'elle a mis à la disposition des pays en voie de développement au cours des cinq dernières années.

10. Malgré les déceptions qu'elle a suscitées, la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a permis d'aboutir à certains accords importants, notamment en ce qui concerne un système de préférences non réciproques et l'accroissement des courants d'aide financière, lesquels doivent progressivement atteindre un total net équivalant à 1 p. 100 du produit national brut des pays industrialisés.

11. Il faut aussi se féliciter du souci que manifeste le Fonds monétaire international (FMI) à l'égard du problème de la stabilisation des prix des produits primaires. A cet égard, le Directeur général du FMI a marqué sa conviction que le Fonds était en mesure de contribuer à la conclusion d'accords constructifs touchant ces produits.

12. La délégation mexicaine s'inquiète des complications institutionnelles dans lesquelles se trouve l'Organisation en ce qui concerne l'élaboration des directives générales pour la prochaine Décennie. Elle espère que l'on arrivera à harmoniser les différentes résolutions consacrées à ce problème. Elle s'inquiète également des difficultés qu'éprouve le Conseil économique et social à épouser son ordre du jour au cours de ses sessions ordinaires. Peut-être le moment est-il venu de procéder à une analyse de ce problème afin d'assurer le fonctionnement harmonieux du

Conseil, compte tenu de ses responsabilités à l'égard de l'Assemblée générale.

13. Le monde assiste au développement parallèle de deux systèmes économiques différents, qui tous deux visent à promouvoir le développement technique et économique. Si les pays les plus représentatifs de ces systèmes opposés n'ont pas encore établi de collaboration suffisante, certains signes annoncent l'ébauche d'une coopération bénéfique pour les pays en voie de développement. C'est ainsi qu'on a vu, lors de la quarante-cinquième session du Conseil économique et social, un projet de résolution concernant un programme à long terme pour l'exploration de la mer présenté conjointement par les Etats-Unis, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Royaume-Uni. Il faut espérer que cet esprit de collaboration se manifestera à la Deuxième Commission et facilitera la solution des problèmes dont elle est saisie.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitre I à IX, X (section B), XII, XIII (sections C à E et H à J) et XVI (sections A et B)] (A/7203, A/C.2/L.1003)

14. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres de la Commission sur sa note (A/C.2/L.1003), dans laquelle figure la résolution 1374 (XLV) du Conseil économique et social. Si la Commission accepte la recommandation du Conseil et adopte en principe le nouvel article (article 162) proposé au règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Président pourra saisir la Sixième Commission de la question et lui faire part des observations éventuelles de la Deuxième Commission, conformément au règlement intérieur. La Commission pourrait aussi, dans ses observations, inclure une recommandation tendant à ce que l'Assemblée générale prie le Conseil du commerce et du développement et le Conseil du développement industriel d'inclure un article analogue dans leur règlement intérieur.

15. Le Président propose également d'examiner s'il y a lieu de conserver ou de supprimer les termes "de caractère économique et financier ou de caractère social et humanitaire" qui figurent entre crochets dans les paragraphes 1 et 2 du projet d'article 162 repris au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1374 (XLV) du Conseil. Le Président transmettra l'opinion de la Commission au Président de la Sixième Commission, par l'intermédiaire du Président de l'Assemblée générale.

16. M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela) demande au Secrétariat quelques explications supplémentaires sur la résolution 1374 (XLV) du Conseil, qui doit être maintenant approuvée par l'Assemblée générale. Il s'agit en effet d'une résolution importante, étant donné qu'elle touche à de nombreux aspects des activités des organismes des Nations Unies, et il importe que les délégations puissent prendre leur décision en pleine connaissance de cause.

1/ Pour le texte adopté par le Conseil, voir résolution 1381 (XLV) du Conseil.

17. M. KASSUM (Secrétaire de la Commission) rappelle que le Conseil économique et social s'attache depuis longtemps déjà à coordonner les activités, afin d'éviter ainsi autant que possible les chevauchements et doubles emplois. C'est ce souci de coordination qui était à l'origine de l'article 80 de son règlement intérieur, et c'est dans le même esprit qu'il recommande maintenant à l'Assemblée générale de modifier à son tour son règlement intérieur en y insérant un article pratiquement analogue, qui deviendrait l'article 162. Cette proposition a pour objet d'assurer la coordination des activités de l'Assemblée générale et des institutions spécialisées lorsque l'Organisation des Nations Unies est amenée à entreprendre de nouvelles activités. Il convient de noter que, à la 1561ème séance de sa quarante-cinquième session, le Conseil a décidé^{2/} d'inscrire des dispositions analogues à celles de l'article 80 de son propre règlement dans le règlement intérieur de ses commissions techniques. Il a en outre adopté des résolutions priant les commissions économiques régionales d'introduire des dispositions correspondantes dans leur règlement intérieur.

18. A la présente session, la Deuxième Commission est donc invitée à se prononcer sur une proposition tendant à inclure dans le règlement intérieur de l'Assemblée générale un article ayant pour objet d'assurer cette coordination, puis à renvoyer cette question à la Sixième Commission, qui déciderait alors de la formulation définitive de l'article à soumettre pour adoption à l'Assemblée générale. La Deuxième Commission est également invitée à exprimer son point de vue sur le texte même des paragraphes 1 et 2 de l'article 162 proposé, en particulier sur l'opportunité d'inclure dans l'un et l'autre paragraphe le membre de phrase ci-après: "de caractère économique et financier ou de caractère social et humanitaire". En effet, d'après certains, une précision de ce genre risquerait de limiter la portée de l'article à l'étude, étant donné que les activités visées relèveraient alors principalement de la Deuxième et de la Troisième Commission.

19. En réponse à une question posée par M. BADAWI (République arabe unie), M. KASSUM (Secrétaire de la Commission) précise que l'Assemblée générale appliquerait l'article 162 proposé de la même manière que le Conseil applique l'article 80 de son règlement intérieur.

20. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) se félicite des efforts de coordination déployés par le Conseil économique et social, avec l'aide efficace du CAC. La complexité croissante du système des Nations Unies exige en effet un emploi toujours plus coordonné des ressources des diverses organisations. L'application par l'Assemblée générale d'une disposition analogue à l'article 80 du règlement intérieur du Conseil constituerait un pas en avant dans cette direction. L'Assemblée générale serait ainsi mieux à même d'apprécier comment les programmes des institutions spécialisées peuvent s'inscrire dans la stratégie globale de l'Organisation des Nations Unies. L'article proposé ne risque aucunement de limiter la liberté d'action de l'Assemblée générale. Il ne fait,

du reste, qu'officialiser une procédure suivie dans mainte résolution, selon laquelle l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de consulter les institutions spécialisées.

21. Le représentant des Etats-Unis estime qu'il est utile d'inclure le membre de phrase "de caractère économique et financier ou de caractère social et humanitaire" dans l'énoncé des paragraphes 1 et 2 de l'article 162 à l'étude, et que ces mots ne risquent en aucune façon de limiter à des commissions déterminées l'application du principe énoncé. Il suggère toutefois que le libellé du membre de phrase en question soit simplifié et remanié comme suit: "de caractère économique, financier, social et humanitaire".

22. La délégation des Etats-Unis pense donc que la Deuxième Commission devrait, après avoir approuvé la proposition recommandée par le Conseil, la renvoyer à la Sixième Commission qui, après examen, la soumettrait pour adoption à l'Assemblée générale.

23. M. DIALLO (Haute-Volta) dit que le document A/C.2/L.1003 revêt la plus haute importance du fait que la proposition qui y figure entraîne des tâches supplémentaires pour le Secrétariat de l'Organisation. Ce document mérite d'être étudié de façon approfondie par les membres de la Deuxième Commission, et le représentant de la Haute-Volta souhaiterait donc que l'examen de cette question soit remis à une séance ultérieure.

24. M. BADAWI (République arabe unie) appuie la suggestion du représentant de la Haute-Volta.

25. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation, tout en étant favorable à la proposition du Conseil économique et social, ne voit aucun inconvénient à ce que l'examen de la question soit ajourné, afin de permettre aux délégations qui en ont fait la demande de l'étudier plus à fond.

26. Le PRESIDENT demande aux membres de la Commission s'ils sont disposés à accepter la modification de forme proposée par le représentant des Etats-Unis et qui consisterait à remplacer le membre de phrase "de caractère économique et financier ou de caractère social ou humanitaire" par l'expression "de caractère économique, financier, social et humanitaire" aux paragraphes 1 et 2 de l'article 162 proposé par le Conseil.

27. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) considère les nouvelles dispositions proposées comme très utiles car elles tendent à renforcer la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées et à économiser les ressources. Cependant, la pratique proposée ne permet pas d'éviter dans tous les cas les doubles emplois et d'assurer un processus de coordination. On ne peut rien faire pour éviter certains chevauchements, les décisions étant prises par les organes délibérants des institutions spécialisées. Il serait bon d'étendre l'application du nouvel article aux activités de nature juridique. M. Lobanov appuie la suggestion de la délégation voltaïque et propose, avant de prendre une décision, de solliciter l'opinion des Troisième et Sixième Commissions quant aux aspects de la question qui sont de leur ressort.

^{2/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément No 1, "Autres décisions", p. 22.

28. M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela) et M. St. JOHN (Trinité-et-Tobago) appuient la suggestion du représentant de la Haute-Volta.

29. M. BRADLEY (Argentine) est en faveur de l'adoption du nouvel article proposé mais ne voit pas d'inconvénient à ce que la décision à ce sujet soit différée.

30. M. PATRIOTA (Brésil) souligne que plusieurs membres de la Deuxième Commission sont également membres du Comité du programme et de la coordination, où ont été discutées des procédures visant à éviter les doubles emplois. Il approuve pleinement les recommandations figurant dans le document A/C.2/L.1003.

31. M. BORCHTCHEVSKY (République socialiste soviétique de Biélorussie) estime que la recommandation du Conseil économique et social répond à un besoin réel, car le volume croissant des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées exige que la coordination soit intensifiée. Cependant, la recommandation n'est peut-être pas suffisante, et il pourrait être utile de demander par la suite, par l'intermédiaire du CAC, d'introduire des modifications correspondantes dans le règlement intérieur des institutions spécialisées. La délégation biélo-

rusienne est favorable à l'inclusion des questions juridiques dans le texte définitif de l'article 162. Elle estime également qu'il conviendrait de consulter les Troisième et Sixième Commissions.

32. Le PRESIDENT fait observer que prendre l'avis de la Troisième et de la Sixième Commission sortirait des limites du mandat de la Deuxième Commission. Le Bureau de l'Assemblée générale a demandé à la Deuxième et à la Troisième Commission d'examiner la question et de transmettre ensuite leur décision à la Sixième Commission. Le Président propose d'adopter la suggestion du représentant de la Haute-Volta et de remettre à plus tard la décision sur cette question.

Il en est ainsi décidé.

33. En réponse à une question de M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. KASSUM (Secrétaire de la Commission) dit que les documents relatifs à la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (point 39 de l'ordre du jour) seront mis très prochainement à la disposition des membres de la Commission.

La séance est levée à 16 h 55.